

## L'évolution politique de la France de 1945 à nos jours.

Problématique	Quelles institutions pour la France ? Quel régime politique ?
Mots clés	Constitution, alternance, cohabitation, droite, gauche, extrême droite, extrême gauche, démocratie libérale, régime semi-présidentiel.

### A. La IV<sup>e</sup> République

#### I. Les institutions de la IV<sup>e</sup> République.

##### 1/ La constitution.

→ Mise en place difficile : affrontement entre l'assemblée constituante et le générale De Gaulle.

**Doc 2 p : 281.**

Fragilité politique.

2 assemblées ; Elle contrôle le gouvernement, peut le renverser. Elle investit le président du conseil Le président de la République a un rôle très limité

=régime parlementaire = des partis.

→ Fragilités : élection à la proportionnelle recours à la motion de confiance

##### 2/ Des débuts difficiles.

16 janvier 1947 : élection de Vincent Auriol à la présidence de la République ; il nomme Paul Ramadier comme président du conseil (SFIO)

Gouvernement de gauche : tripartisme : 9 ministres socialistes, 5 MRP et 5 communistes. (François Mitterrand : ministre des anciens combattants).

→ Un contexte difficile : 3 problèmes majeurs à régler :

=Problèmes économiques ,la guerre froide ,décolonisation

→ Automne 1947 : crise sociale importante + impact de la Guerre froide fin du tripartisme.

Robert Schuman devient chef du gouvernement = glissement vers la droite (absence de ministres communistes).

// De Gaulle fonde un nouveau parti : le RPF = rassemblement du peuple français.

Le régime subit alors une double opposition : communiste et gaulliste.

#### II. 1947- 1954 : une certaine stabilité.

##### 1/ La troisième force (p :281) : continuité ou immobilisme ?

Troisième force : ensemble des forces politiques en dehors des communistes et des gaullistes. Dirige la France pendant 4 ans. Plus à droite.

Continuité ministérielle

Apparemment : loi électorale qui maintient le système à la proportionnelle mais avec la possibilité pour différentes listes de s'apparenter. Quand une liste apparentée obtenait la majorité des voix dans un département, elle remportait la totalité des sièges. Objectifs : restreindre la représentation des partis isolés (PCF et RPF)

##### 2/ Le retour de la droite : l'expérience Pinay : 1951-1952.

Gouvernement plus à droite : participation des socialistes plus difficile.

Glissement à droite : mars 1952 nouvelle majorité plus à droite, sans la SFIO, Pinay=chef du gouvernement : 1<sup>o</sup> homme de droite à revenir au pouvoir depuis la fin de la guerre.

→ Mais ses différends avec le MRP sur la CED l'amène à démissionner en décembre 1952.

##### 3/ Nouvelles divisions : 1952 – 1954.

Renoncement au progrès social ,CED ,les questions

⇒ les difficultés du gouvernement à régler ces grandes questions témoignent de la fragilité des institutions de la IV<sup>e</sup> République.

La IV<sup>e</sup> est à la croisée des chemins : soit elle se réforme, soit elle risque l'enlisement...

#### III. L'impuissance et la chute de la IV<sup>e</sup> République.

##### 1/ L'expérience Pierre Mendès France : l'espérance déçue : 17 juin 1954 – 5 février 1955.

PMF est un radical, président du parti radical.

Objectif : rénover la République, redonner au gouvernement son autorité.

Il règle les urgences :

Mais oppositions à l'assemblée .

Il est renversé le 5 février 1955. Le redressement de la IV<sup>e</sup> est-il impossible ?

##### 2/ Le front républicain.

Ministère Guy Mollet (SFIO) : réalise des progrès sociaux (3<sup>o</sup> semaine de congés payés), européens (traité de Rome), politique coloniale (mars 1956 : indépendance du Maroc et de la Tunisie, loi cadre Defferre -> vers l'autonomie -> vers l'indépendance.

⇒ Mais « cancer algérien ».

⇒ Bilan :

Isolement diplomatique de la France ,difficultés économiques Opinion publique très troubléeConséquences politiques : désagrégation de la majorité parlementaire : Guy Mollet démissionne en mai 57 .

3/ La crise de 1958 et l'appel au général De Gaulle.

13 mai 1958 : crise : insurrection à Alger Intervention du général De Gaulle prêt « à assumer les pouvoirs de la République ».

1° juin : investiture de De Gaulle : il obtient les pleins pouvoirs (2 juin) pour une durée de 6 mois avec comme mission : réformer les institutions.

28 septembre 1958 : référendum, fin de la IV° : 79% de oui, mais la IV° avait cessé d'exister depuis le 2 juin.

## **B. La V° République.**

### **I. La République gaullienne.**

1/ Le nouveau régime : une République parlementaire originale.

→ Préparation de la Constitution :

. **Doc 2 p : 292**Le texte obtint 79% de oui (plébiscite en faveur du général ?)

→ Les caractères de la constitution. **Doc 1 p : 295.**

Renforcement de l'exécutif ,le législatif est maîtrisé +conseil constitutionnel

2/ Renforcement de la légitimité populaire du président de la République.

élections au suffrage universel, décidé le 20 septembre 1962.(suite à un référendum)

La V° république présente un visage original, incluant des éléments parlementaires et des éléments présidentiels : on parle d'un **régime semi-présidentiel**.

3/ Crise de société, crise de régime.

→ Les prémices du mécontentement :

L'opposition s'organisa au moment de la campagne électorale des présidentielles prévues en 1965

Victoire de De Gaulle mais difficile. Il fut mis en ballottage par Mitterrand, donc 2° tour ; victoire De Gaulle :55.20% des voix , Mitterrand :44.80% des voix

Reflux incontestable du gaullisme.

→ Crise de mai 1968 :

Crise étudiante puis Crise sociale puis la crise devient politique.

Mai 1968 a failli provoquer la chute de De Gaulle et paradoxalement il en sort renforcé.

Il lance des réformes il choisit la voie référendaire mais // climats social et économique mauvais, climat politique pas meilleurs.Résultat du référendum :négatif :non :53%.

A 0 heure, De Gaulle fait publier ce communiqué : »je cesse d'exercer mes fonctions de président de la République. Cette décision prend effet aujourd'hui à midi «.

Il mourra 18 mois plus tard.

• La V° République pourra –t-elle survivre à la perte de son fondateur ?

### **II. Continuité et renouveau.**

1/ Pompidou : le quinquennat dans la continuité.1969-1974.

→ 15 juin 1969 Pompidou est élu avec 57.5% des voix. La gauche est laminée.

Le pompidolisme = ouverture dans la continuité : c'est le gaullisme qui continue.

→ Bipolarisation du monde politique et union de la gauche.

→ Arrivée de la crise et mort du président :

2/ Valéry Giscard d'Esteing : le renouveau libéral :1974-1981.

→ Droite libérale non gaulliste :

→ VGE : « la France doit être un immense chantier de réformes » il veut « créer une société libérale avancée ».

→ Sous estimation de la durée et de la profondeur de la crise.**Doc 6 p : 305.**

### **III. L'alternance : l'arrivée de la gauche au pouvoir :1981-1995.**

1/ La gauche au pouvoir.. Doc 1 p : 306.

→ L'état de grâce :

→ Le tournant de la rigueur :été 1982 –1986.

2/ La première cohabitation.

→ Changer le gouvernement pour relancer la gauche :

→ Contre pied des mesures socialistes.

### 3/ Le deuxième septennat de Mitterrand.

- Ouverture vers le centre : Michel Rocard 1<sup>o</sup> ministre Edith Cresson : 1<sup>o</sup> femme,
- Pierre Bérégovoy : 1<sup>o</sup> ministre avril 1992 à mars 1993.
- Seconde cohabitation : 93-95.
- ⇒ Pb posé par la cohabitation :

L'exécutif a deux têtes : le président se replie sur la politique étrangère et la défense, le gouvernement définit et mène la politique intérieure. Le rôle de l'assemblée se trouve renforcé puisqu'elle devient le seul soutien du gouvernement.

## **IV. La V<sup>e</sup> ancrée dans la cohabitation ?**

### 1/ La République chiraquienne ou le retour des gaullistes : 1995-1997.

- 1<sup>o</sup> tour Jospin arrive en tête, mais Chirac l'emporte au second.

### 2/ Troisième cohabitation

- : Jospin : 1<sup>o</sup> ministre. Gouvernement : « gauche plurielle » : PS, PCF, Verts.
- Les institutions de la V<sup>e</sup>, quelques soient les péripéties électorales, ont permis aussi bien l'alternance que la cohabitation. En faisant ainsi preuve de leur souplesse = bon fonctionnement de la démocratie. France = pôle de stabilité. Mais un exécutif à deux têtes = affaiblissement de la France à l'extérieur ! « qui est au bout du fil ? ». 2000 : modification de la constitution : le président ne sera plus élu pour 7 ans mais pour 5 ans, pour faire correspondre les mandats du président et des parlementaires et éviter de nouvelles cohabitations.

### 3/ 2002 : un nouvel élan ?

- Elections présidentielles : avril 2002 : Chirac contre Jospin.
- L'UMP remporte les législatives de juin 2002.
- Un régime présidentiel ?